

**Compte rendu de la 2nde table ronde
de la matinée de rencontres économiques**

Les secteurs porteurs de l'économie égyptienne et les
opportunités pour les entreprises françaises

Institut du monde arabe, le 1^{er} décembre 2015.

*Un événement en partenariat avec le Conseil franco-égyptien des affaires, l'Ambassade de France en Egypte,
l'Ambassade d'Égypte en France et MEDEF International.*

Yves BOURDILLON, Journaliste au service international du quotidien *Les Echos* :

Bonjour à tous. Bienvenue à la table ronde consacrée aux secteurs porteurs de l'économie égyptienne et aux opportunités pour les entreprises françaises, que j'ai l'honneur d'animer en tant que journaliste des *Échos* en charge du Proche-Orient et de l'Afrique. Je vous présente les intervenants de cette table ronde : Madame Nadine Barbier, CEO de Naos Marketing ; Monsieur Yasser Elnaggar Ambassadeur et Vice-Ministre au Ministère de l'Investissement égyptien ; Monsieur Yves Gauthier, Directeur général de Mobinil (Groupe Orange) ; Monsieur Denis Simonneau, Membre du Comité exécutif en charge des relations internationales et européennes d'ENGIE ; Monsieur Jean-François Tallec, Conseiller institutionnel pour la politique maritime de CMA CGM ; et Monsieur Dominique Mangin d'Ouince, Directeur général de la Business Unit AMEI (Afrique, Moyen-Orient, Inde) de Suez.

L'Égypte s'est imposée comme étant l'une des économies émergentes mondiales, et la troisième économie d'Afrique. Pourtant, ce pays, avec le Printemps arabe, a traversé des années délicates. Néanmoins, l'économie égyptienne semble être relancée, avec le retour de la croissance et la relance keynésienne par les grands travaux. Quelles sont les perspectives pour le dynamisme de l'économie égyptienne ?

Yasser ELNAGGAR, Ambassadeur et Vice-Ministre au Ministère de l'Investissement égyptien :

L'Égypte est passée par une période trouble, au cours des cinq dernières années, mais depuis 2014, le gouvernement égyptien a adopté un programme de réformes économiques et sociales très fortes, dont les répercussions sont décisives. Nous avons des résultats visibles, au niveau de l'augmentation du taux de croissance, de 4 % cette année. Le volume des échanges commerciaux croît. Le résultat des réformes économiques et sociales a été tangible. Les investissements sont en augmentation. Les ambitions sont grandes. Nous faisons tout pour que ces ambitions se réalisent.

Nadine BARBIER, CEO de Naos Marketing :

Je vois une volonté très ferme des Égyptiens de nous aider à nous développer. Je dépends d'un organisme de tutelle s'occupant des centres d'appel et des organismes du domaine I.T., qui souhaitent que nous nous développiions et mettent des moyens à notre disposition. Ce discours est nouveau. J'ai donc réalisé un plan de développement grâce à cette aide proposée.

Yves BOURDILLON :

Les différents secteurs que vous suivez vous semblent-ils avoir un taux de croissance important ?

Nadine BARBIER :

Oui, je trouve qu'il existe une dynamique évidente. J'ai pu constater que les années noires, après la Révolution, n'ont pas empêché la progression de l'entreprise.

Yves BOURDILLON :

La téléphonie mobile est l'un des segments les plus dynamiques que nous pouvons rencontrer dans les pays émergents. Comment ce secteur se présente-t-il en Égypte ?

Yves GAUTHIER, Directeur général de Mobinil (groupe Orange) :

Le secteur du mobile est porté par deux paramètres : la croissance de la population et l'énergie. Il y a 1,5 million de naissances par an, en Égypte. La croissance de la population tire le secteur du mobile. Concernant l'usage, nous constatons une explosion de l'usage des données. La croissance du trafic est de 100 % par an. La difficulté consiste à accompagner cette croissance par le développement des infrastructures. Or, avec la crise des devises, il est difficile d'importer le matériel dont nous avons besoin pour la téléphonie mobile. Nous sommes cependant satisfaits du business en Égypte. Nous espérons une croissance de plus de 5 % l'an prochain. Le taux de pénétration, à ce jour, est de 110 %.

Denis SIMONNEAU, Membre du Comité exécutif en charge des relations internationales et européennes d'ENGIE :

Le secteur de l'énergie est important. ENGIE tient compte de l'évolution de son secteur, dans le sens de la transition, fondée sur l'efficacité énergétique et le renouvelable. Notre histoire avec l'Égypte est ancienne : Suez est à l'origine de la construction du canal de Suez, en 1859, via un partenariat avec l'État qui a fonctionné jusqu'en 1956 et la nationalisation par le Président Nasser. Le gouvernement égyptien de l'époque avait tenu des négociations avec Suez pour indemniser la société et permettre le développement de son activité économique.

ENGIE fait, en Égypte, de la production de gaz, on-shore et off-shore. Nous sommes en partenariat avec la société égyptienne du gaz, Shell et ENI. Ce sont des productions importantes, dont les perspectives sont encourageantes. Les champs en activité sont porteurs. Nous sommes confiants sur l'avenir de cette activité. La deuxième activité est le gaz naturel liquéfié. Nous sommes partenaires de l'un des terminaux de gaz naturel liquéfié, à côté d'Alexandrie ; nous étions acheteurs et avons conclu en 2005 un accord pour 20 ans. Compte tenu des besoins domestiques et des difficultés économiques, c'est une activité très réduite, sans exportation. Mais il existe des potentialités pour reprendre cette exportation. La troisième activité est la production d'électricité. Nous avons commencé une activité importante dans la production d'Énergies Nouvelles Renouvelables, avec un projet de construction d'un parc éolien pouvant produire 250 Mégawatts d'énergie éolienne dans un premier temps, puis 20 000 Mégawatts à l'horizon 2025. Nous avons, enfin, une activité d'ingénierie, présente dans plusieurs projets de développement, en matière d'hydroélectricité et de chaîne du gaz.

Dans tous les domaines, nous sommes sur le marché égyptien et sommes encouragés par le développement que nous observons. L'activité économique égyptienne repart et est soutenue par les autorités. Nous entendons donc nous inscrire dans cette dynamique porteuse. Nous sommes attentifs aux perspectives de développement d'un nouveau Caire, d'une nouvelle capitale.

Jean-François TALLEC, Conseiller institutionnel pour la politique maritime CMA CGM :

Le développement économique dépend du transport maritime. 80 % des marchandises échangées dans le monde voyagent par voie de mer. Sans possibilité de transporter des marchandises à bas coût, avec le moyen le plus économique, la mondialisation n'aurait pas eu lieu. CMA CGM assure le transport de conteneurs par lignes régulières. La régularité de nos lignes est l'une des conditions de satisfaction de nos clients. Nous sommes aussi exploitants de terminaux portuaires dans le monde et développons des filiales spécialisées dans la logistique. Ces activités peuvent intéresser les Égyptiens dans le développement de la zone du canal de Suez.

Dominique MANGIN D'OUINCE, Directeur général de la Business Unit AMEI (Afrique, Moyen-Orient, Inde) de Suez :

Suez travaille depuis 1948 dans la construction d'usines d'eau potable. En Égypte, nous avons construit plus de 60 usines, avec le même partenaire égyptien dans le génie civil. Les 70 ans de travail continu en Égypte se sont faits dans d'excellentes conditions et grâce à de très bonnes relations avec les partenaires publics et privés égyptiens. Notre principale activité est la gestion de maintenance de ces usines de traitement des eaux usées. Suez livre 70 % de l'eau potable du Caire.

Yves BOURDILLON :

L'Égypte a-t-elle résorbé le choc des convulsions du Printemps arabe ?

Nadine BARBIER :

Je ne me suis jamais sentie en insécurité, en Égypte. J'étais là-bas durant la Révolution, et j'y suis restée. Je n'y ai jamais eu de soucis. L'Égypte est un pays sûr, avec très peu de crimes et de vols. La sécurité n'est pas un problème de la vie quotidienne. Après la Révolution, les choses se sont compliquées, mais à présent, nous sommes revenus à une situation normale. Il subsiste des problèmes administratifs, mais ils sont liés à la bureaucratie.

Denis SIMONNEAU :

Il y a eu une période d'instabilité politique et de difficulté économique. À présent, la situation sécuritaire est plus stable. Sur le plan financier, la capacité de l'Égypte à lever des fonds et à soutenir des investissements est parfois problématique, mais somme toute satisfaisante. Sur le plan légal et administratif, il existe une forme de bureaucratie, mais dans l'ensemble, nous arrivons à travailler en Égypte. Le contexte est aujourd'hui plus favorable à la reprise des affaires.

Yves GAUTHIER :

Le problème de la sécurité ne se pose plus à présent. De plus, l'économie égyptienne a été très résiliente. Il n'existe pas de problème pour se financer localement. Le problème se situe dans l'acquisition des devises. Il y a des progrès à faire pour contrer la bureaucratie. De plus, l'instabilité ministérielle a été gênante pour le développement du secteur des télécommunications. La stabilité politique était nécessaire. La croissance économique égyptienne dépend notamment du tourisme, secteur pourvoyeur de devises. La politique de grands travaux aide à relancer les emplois, à avoir des investissements et à relancer l'économie. La découverte d'un nouveau champ gazier permettra à l'Égypte d'être autosuffisante en énergie.

Jean-François TALLEC :

Sur la question de la sûreté, concernant le transit par le canal de Suez, nous n'avons jamais eu le moindre doute sur la volonté du gouvernement égyptien de maintenir la sécurité de cette route. Dans le domaine multimodal, il a fallu laisser passer les événements difficiles. Nous avons actuellement des problèmes avec le transit de marchandises particulières par le canal de Suez, objet de nouvelles réglementations rendant compliquées les formalités.

Yves BOURDILLON :

Le canal de Suez a-t-il un concurrent ?

Jean-François TALLEC :

Oui, bien sûr. Cependant, passer par le Canal constitue une économie importante de temps, de carburant et de gaz à effet de serre. Un des concurrents est le canal de Panama. Le canal de Suez fait néanmoins passer de plus grands bateaux; de plus, la fluidité de son trafic en fait un chemin désengorgé : il n'y a pas d'attente ni vers le Nord ni vers le Sud.

Dominique MANGIN D'OUINCE :

Nous avons donné des consignes de sécurité à notre personnel sur place, mais nous n'avons rien eu à souffrir. Le financement en devise reste un problème pour concrétiser des projets qui sont dans le *pipe* aujourd'hui. Il est impossible de faire un projet payé entièrement en devises égyptiennes, à ce jour. Nous sommes obligés de chercher des financements de plus en plus sophistiqués ; cela pose un problème aux industriels que nous sommes.

Yasser ELNAGGAR :

Concernant la sécurité, depuis 2011, l'Égypte a souffert du terrorisme et d'une augmentation du taux de criminalité. Depuis 2013, la situation sécuritaire s'est améliorée, notamment dans les grandes villes et dans les villes du Nord. Nous avons aussi amélioré la situation des investisseurs, qui peuvent accéder facilement au marché égyptien. Aujourd'hui, le défi majeur concerne les formalités administratives. Les cadres réglementaires et législatifs font que certains textes de loi, qui ont été émis dès le mois de juillet 2013, et qui visaient à améliorer le climat des affaires, ont été difficilement mis en application. Nous y travaillons. Il faut ajouter le fait que les différents ministères égyptiens ne sont pas toujours très bien coordonnés ; ce problème sera résolu lorsque le nouveau Parlement sera mis en place.

Les politiques mises en vigueur resteront les mêmes après les élections législatives. Il n'y a pas de réelles difficultés de financement de projets, en Égypte. Le gouvernement lance ainsi 16 projets de partenariats public/privé, concernant la désalinisation des eaux, les transports maritimes, etc. Nous faisons cependant face au problème des devises, c'est indéniable. Un Comité consultatif s'occupe de la politique monétaire, l'autorité de référence étant la Banque Centrale égyptienne.

Yves BOURDILLON :

Quelle est la situation concurrentielle, dans les secteurs qui vous concernent ?

Yves GAUTHIER :

Dans le domaine du mobile, il existe trois opérateurs en Égypte : l'anglais Vodafone, l'émirati Etisalat, et Orange. Le mobile est un marché très concurrentiel. Le taux de pénétration est très important. Au niveau de la téléphonie fixe et d'Internet, il existe un monopole d'État ne garantissant pas la qualité et la compétitivité de l'offre en termes de tarif.

Nadine BARBIER :

J'ai plusieurs concurrents en Égypte, dont une société française, des locaux, et un call center créé par le ministère égyptien des Télécommunications. Je suis le 7ème call center en Égypte. La compétition est normale et salubre. Une association des call centers en Égypte présente régulièrement des éléments aux autorités pour améliorer les choses.

Denis SIMONNEAU :

Le marché de l'énergie est très concurrentiel. Dans le domaine gazier, il existe plusieurs opérateurs en Égypte. Nous sommes partenaires avec eux. Dans le domaine de la production d'électricité, compte tenu des perspectives dans le développement des Énergies Nouvelles Renouvelables, beaucoup d'entreprises du monde, dont des sociétés françaises, se positionnent sur le marché égyptien. Pour nous différencier de la concurrence, nous misons sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise : ce n'est pas un handicap, mais un avantage. ENGIE, en Égypte, soutient des projets importants. Nous soutenons ainsi l'Université française d'Égypte, créée du temps de Messieurs Hosni Moubarak et Jacques Chirac, et qui forme des cadres. Nous y soutenons un programme pour la formation supérieure. N'hésitez pas à rejoindre l'Association des Amis de l'Université française d'Égypte. ENGIE travaille également sur un programme pour les enfants des rues d'Alexandrie. Nous avons, enfin, un autre projet important : la

création du Musée du canal de Suez. Ces projets contribuent au développement économique, touristique et universitaire du pays. Être partenaire de ces projets est un avantage pour les entreprises françaises.

Dominique MANGIN D'OUINCE :

Le marché est hautement concurrentiel. Cette concurrence peut être locale, concernant notamment la construction d'usines d'eau potable et de traitement des eaux usées. Au niveau de la concurrence internationale, nous trouvons des entreprises françaises, espagnoles et des sociétés du Golfe.

Yves BOURDILLON :

Quelles sont les entreprises françaises qui investissent en Égypte ?

Yasser ELNAGGAR :

L'Union Européenne investit beaucoup en Égypte. Une étude a révélé que c'est la première région à y investir, représentant 44 % du total des investissements, avec des pays comme l'Angleterre, l'Italie et la France ; les autres investisseurs étant des pays du Golfe. Nous collaborons actuellement avec la Chine, sur un certain nombre de projets, afin d'essayer d'obtenir des financements de leur part. Pour les projets à financements directs, nous prévoyons une ligne ferroviaire à grande vitesse pour lier Le Caire à Assouan. Le comité économique du canal de Suez travaille sur de nombreux projets pour développer cette zone. Tous les projets vont nécessairement attirer des investissements directs, par le biais de crédits bonifiés ou de concessions financières. Les partenariats public/privé sont importants si nous voulons développer l'urbanisme, notamment dans la région du Sinaï, ou dans le Nord du pays. Le marché égyptien compte 90 millions d'habitants, avec une croissance démographique non négligeable. Le faible coût des matières de base fait de l'Égypte un marché attirant. L'économie égyptienne est une économie émergente, mais c'est l'une des plus dynamiques du monde arabe.

Yves BOURDILLON :

Quel sera l'impact du doublement du canal de Suez ?

Jean-François TALLEC :

Aujourd'hui, pour CMA CGM, ce Canal représente 637 passages par an. Les deux plus grandes voies maritimes du monde sont celle reliant l'Asie à l'Amérique à travers l'océan Pacifique, et celle reliant l'Asie à l'Europe à travers l'océan Indien et le canal de Suez. Les navires qui viennent d'Europe et qui se dirigent vers l'Asie, après leur passage par les grands ports européens, sont pleins en arrivant en Égypte. Les navires qui viennent d'Asie et qui n'ont pas encore déchargé leur marchandise en Europe sont aussi pleins en arrivant en Égypte. L'Égypte se trouve donc très bien placée pour recevoir ou exporter des marchandises. À l'exception de Port-Saïd, les autres ports égyptiens (dont Alexandrie) n'ont pas les tirants d'eau nécessaires pour accueillir des navires pleins. Les autorités égyptiennes doivent ainsi remédier à ce problème pour permettre une desserte directe et desservir facilement les autres ports égyptiens.

Le développement d'une zone logistique à proximité du canal de Suez constitue un élément majeur du développement de l'économie égyptienne. Ces zones logistiques permettront de décharger et recharger les marchandises, et d'être des points de débouché naturel des industries devant s'y installer. Ces zones revêtiront donc une importance stratégique pour le développement de cette économie. Nous sommes intéressés, à travers notre filiale logistique, à participer à ce développement, par l'exploitation d'entrepôts, notamment.

Les ports sont en concurrence les uns avec les autres. Il faut donc que Port-Saïd devienne concurrentiel, en termes de cadence de chargement et déchargement, de fiabilité et d'absence d'attente à l'entrée. La fiabilité des ports de cette zone du canal de Suez me semble stratégique.

Dominique MANGIN D'OUINCE :

Le schéma de développement du canal de Suez prévoit l'augmentation de la population le long de ce Canal. Cette croissance démographique entraînera une augmentation des besoins en eau. Le dessalement de l'eau de la mer sera donc fondamental. Or le poids de l'énergie coûte cher. Il faudrait coupler les unités de dessalement avec de l'énergie photovoltaïque. Nous développons un pilote de ce

projet d'unité de dessalement à Abou Dhabi. Ce pilote s'avère être satisfaisant, et cela est très prometteur. Nous proposons donc ces nouvelles usines de dessalement avec une alimentation en énergie photovoltaïque.

Denis SIMONNEAU :

Nous devons féliciter les autorités égyptiennes pour la rapidité d'exécution du doublement du canal de Suez. La mobilisation financière de la population égyptienne pour le financement de ce projet témoigne du dynamisme économique de ce pays. La zone économique autour du canal de Suez permettra de développer de nouvelles industries et plateformes logistiques, ce qui constituera un facteur de développement économique de l'ensemble du pays. Le canal de Suez a déjà un caractère stratégique, et le confortera par le développement de l'Afrique de l'Est, avec les perspectives de développement satisfaisantes dans les domaines pétrolier et gazier de pays subsahariens comme le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique. Cela renforcera l'intérêt géostratégique pour le canal de Suez.

Nadine BARBIER :

Je viens de créer une entreprise, au Caire, pour héberger les sociétés françaises souhaitant s'installer en Égypte. Il s'agit à la fois d'un hôtel d'entreprises et d'un incubateur d'entreprises, proposant tous les services possibles, en termes de formalités administratives, de recrutement et d'hébergement des salariés.

Échange avec le public.

Intervenant :

Quelle est la part de l'investissement industriel et commercial des Égyptiens de l'étranger, en Égypte ?

Yasser ELNAGGAR :

Nous ne pouvons pas donner de chiffre précis, concernant ce genre d'investissement, car tout dépend de la façon dont l'investissement est parvenu et a été enregistré.

Yves BOURDILLON : Je remercie les intervenants pour leurs exposés et pour leurs réponses, et remercie l'IMA pour l'organisation de cette table ronde.